

COMMUNE D'ORNEX

**CENTRE TECHNIQUE  
MUNICIPAL**

TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'EXTENSION

AK21  
DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES  
MAI 2022

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES  
PARTICULIERES**

**LOT 0 COMMUN A TOUS LES LOTS**

MAITRE D'OUVRAGE

Monsieur le Maire  
MAIRIE D'ORNEX  
45 Rue de Bejoud  
01210 ORNEX  
04 50 40 59 40

BUREAU DE CONTROLE

ALPES CONTROLE  
3bis Impasse des Prairies  
ANNECY LE VIEUX  
74940 ANNECY  
04 50 64 06 75

MAITRE D'ŒUVRE

Architecte SARL ARCHITECTURE 123  
Pierre VACHETTA  
123, rue du Commerces  
01170 Gex  
06 85 90 93 54  
[Architecture.vachetta@wanadoo.fr](mailto:Architecture.vachetta@wanadoo.fr)

## **1 GENERALITES CHANTIER**

### **1.1 DEFINITION DU PROGRAMME**

Les services de la commune d'Ornex sont en accroissement constant. Les services techniques étant service support de l'ensemble des activités communales, il est nécessaire d'adapter les locaux du CTM.

Le programme des travaux comprend :

- agrandissement du hangar
- augmentation de la surface de stockage
- rénovation ponctuelle du bâtiment existant

Le Centre Technique Municipal de la commune est un bâtiment structure métallique, bardage métallique et couverture tuiles construit en 1995. Une première rénovation des locaux sociaux a eu lieu en 2017.

### **1.2 CLASSEMENT DU PROGRAMME**

Sans objet

### **1.3 CONNAISSANCE DES LIEUX**

L'entreprise déclare avoir effectué une visite du site qui lui a permis de prendre connaissance de l'état des lieux et d'estimer toutes difficultés inhérentes à ce chantier et que son devis tient compte de toutes les incidences liées à sa position géographique (transport, parking, aire de stockage, hébergement et restauration, etc.).

Les entreprises devront prendre toutes les précautions nécessaires afin de ne créer aucun désordre de quelque nature que ce soit sur les voiries et les parcelles voisines.

### **1.4 CONTRAINTE DE VOISINAGE**

Le chantier se déroulera alors que le centre technique sera en activité (hors locaux sociaux délocalisés)

En conséquence, les entreprises mettront en œuvre, tout dispositif assurant la sécurité et le confort (circulation, bruit, poussière) des usagers et du voisinage.

Les livraisons devront être effectuées en concertation avec les services techniques et hors heures d'entrée et de sortie de l'école voisine.

Les zones de chantier définies devront être scrupuleusement respectées.

Les abords du chantier devront être maintenus propres en permanence.

Ces contraintes considérées comme aménagement de chantier sont à répercuter au niveau des prix unitaires.

## **2 INTERVENANTS**

LOT 01 : TERRASSEMENT\_VRD  
LOT 02 : GROS-OEUVRE  
LOT 03 : CHARPENTE METALLIQUE BARDAGE  
LOT 04 : CHARPENTE BOIS COUVERTURE  
LOT 05 : MENUISERIES EXTERIEURES SERRURERIE  
LOT 06 : PLATRERIE PEINTURE FAUX PLAFONDS  
LOT 07 : ELECTRICITE  
LOT 08 : CHAUFFAGE

## **3 INTERPRETATION DU CCTP**

Le CCTP a pour but de décrire les ouvrages faisant l'objet du marché de travaux. Toutefois, cette description n'est pas exhaustive :

L'entrepreneur titulaire doit toutes sujétions qui relèvent traditionnellement de son corps d'état et qui sont nécessaires au parfait achèvement et au bon fonctionnement de l'ouvrage, mais aussi à l'esprit architectural attendu, ceci suivant les instructions données par le Maître d'Oeuvre en cours de chantier.

La localisation des ouvrages précisés dans les textes est donnée pour diriger l'entreprise mais aussi pour aider à l'interprétation des textes. Cette localisation n'est pas limitative : elle constitue un minimum, mais seuls les plans restent la référence et l'entreprise doit la prestation partout où le cas présente un caractère de similitude avec le cas expressément cité.

Les ouvrages seront réalisés en totale conformité avec les textes législatifs et réglementaires, DTU et règles diverses qui régissent les professions du bâtiment et activités connexes. (les règles parasismiques, hygiène et sécurité, CRAM, OPPBTP, etc. sont applicables). En outre, tous les règlements locaux relatifs à la sécurité et au contrôle des nuisances chantier seront observés.

Les matériaux retenus seront conformes aux normes AFNOR. La mise en œuvre et la réalisation des ouvrages seront conformes aux DTU et additifs correspondants aux travaux de ce corps d'état.

Un matériau ou un procédé d'application nouveau ne pouvant justifier d'une norme ou d'un DTU d'application, ne sera retenu

que s'il fait l'objet d'un avis technique CSTB favorable à son utilisation et agréé par la commission technique des assurances. Dans cette hypothèse, la mise en œuvre sera conforme aux prescriptions de l'avis.

Tout ouvrage ne faisant pas l'objet d'un cahier des charges techniques rédigé par un organisme agréé, pourra être utilisé à condition d'obtenir l'accord du bureau de contrôle et faire l'objet d'une assurance complémentaire.

## **4 CHOIX DES MATERIAUX**

### **4.1 PROVENANCE DES MATERIAUX**

Sauf spécifications contraires, tous les matériaux et éléments entrant dans la composition des ouvrages seront neufs et ayant subi des conditions de stockages de nature à garantir les caractéristiques pour lesquels ils ont été conçus.

L'offre de prix de l'entreprise doit être étudiée à partir des marques et type de matériels et matériaux spécifiés dans les articles ci-après. L'entreprise pourra présenter, en variante seulement, une offre de prix pour du matériel ou des matériaux équivalents ; l'architecte sera seul compétent pour juger de cette équivalence.

### **4.2 CARACTERE DES MATERIAUX**

Tous les matériaux utilisés seront soumis à l'agrément du maître d'œuvre.

Les matériaux et matériels mis en œuvre devront être de qualité équivalente ou supérieure aux matériaux et matériels existants sur le bâtiment.

### **4.3 PRESENTATION DES ECHANTILLONS**

L'entreprise est tenue de présenter les échantillons afin que l'architecte puisse faire ses choix définitifs. Cette présentation se fera suivant un planning tenant compte des délais d'approvisionnements. L'entreprise indiquant les dates butoir au delà de laquelle les approvisionnements ne peuvent plus être assurés normalement.

Les échantillons proposés par l'entreprise seront de la marque et de la série indiquée dans les articles suivant. Dans l'hypothèse où aucune marque n'est précisée, l'entreprise présentera les échantillons de son choix mais répondant aux performances requises. Ce choix sera proposé et précisé dans son offre de prix par un document annexe. En cas d'absence

de document annexe, l'architecte a la liberté de choisir les matériaux parmi les fournisseurs de sa convenance.

L'entreprise garde la maîtrise de son approvisionnement : si par oubli elle ne signale pas la date butoir permettant d'assurer l'approvisionnement, l'architecte aura la liberté de choisir les matériaux chez un autre fournisseur sans que l'entreprise puisse prétendre à une majoration de son prix.

## **5 INTERFERENCE ENTRE CORPS D'ETAT**

### **5.1 REMARQUE**

Ce document est tiré du CCTP général tous corps d'état qui, même s'il n'est pas visé par l'entreprise, est réputé connu d'elle, et de ce fait toute réclamation consécutive à la coordination des travaux et à l'adaptation des ouvrages de ce corps d'état à ceux d'autres corps d'état ne sera pas fondée.

### **5.2 RESERVATIONS ET SCELLEMENTS**

Sauf spécifications contraires apportées dans le présent document, chaque entreprise doit prévoir toutes dispositions nécessaires à l'adaptation de son ouvrage : percements, scellements, aciers d'ancrage, fixation, etc.

Toutefois, des réservations pourront être demandées aux entreprises intervenant avant. Ces entreprises sont tenues de prévoir ces réservations à condition que les plans renseignés leurs parviennent avant le terme de la période de préparation. Dans l'hypothèse où l'entreprise à qui il est demandé des réservations « oublie » ces réservations, cette dernière devra modifier son ouvrage.

Ouvrages neufs : On distingue deux types de réservations :

1 – des réservations nécessaires aux passages d'éléments (canalisations etc.) : ces passages ne constituent pas ou peu de charges supplémentaires. Néanmoins, les chevêtres nécessaires sont prévus par l'entreprise à qui il est demandé des réservations.

2 – des réservations nécessaires au scellement pour la fixation d'ouvrages. Cette fixation génère une charge : cette charge doit être indiquée sur les plans de réservations afin que l'entreprise qui doit la réservation puisse prévoir, à ses frais, les renforts et raidisseurs nécessaires pour subvenir aux nouveaux besoins.

Structure existante : (neuve ou ancienne)

Chaque entreprise assure elle même ses percements pour passage, sauf spécifications particulières.

### 5.3 REBOUCHEMENT ET RACCORDS

Les rebouchements et raccords seront réalisés par les entreprises spécialisées titulaires des lots correspondants (béton par le maçon, plâtre par le plâtrier, peinture au peintre, etc.). Ces interventions doivent être intégrées dans le prix unitaire des ouvrages traversés (estimation de l'entreprise qui doit les réaliser).

## 6 COMPATIBILITE DES OUVRAGES

Avec les ouvrages existants (raccordements) et les ouvrages des autres corps d'état.

Chaque entreprise a la responsabilité de s'assurer dès la période d'Appel d'offres, puis tout au long du chantier, de la totale compatibilité de son ouvrage avec ceux existants neufs ou réutilisés, où ceux à venir, toutes dispositions indispensables à la mise en œuvre de son ouvrage mais qui ne relèveraient pas traditionnellement de son corps de métier, devront être demandées en même temps que la remise des propositions. Passé ce délai, toute réclamation de l'entreprise ne sera pas fondée.

Les entreprises devront procéder à la réception des supports avant tout démarrage des travaux. En l'absence d'observations particulières avant travaux, l'entreprise est réputée avoir procédé à la réception des supports sans réserve.

Pour les travaux sur existant, les entreprises devront prendre connaissance sur le site de l'état des lieux. Elles devront signaler toutes incompatibilités entre l'état des ouvrages existants et la nature des travaux neufs décrit au CCTP.

Les entreprises devront tenir compte de l'état des existants pour prévoir les adaptations nécessaires à la mise en œuvre complète et dans les règles de l'art des travaux neufs sur ces existants. La réception des ouvrages existants fait partie intégrante de la réception des supports.

Ces vérifications seront réalisées durant la période d'Appel d'Offres ; toutes les incidences en découlant seront intégrées au montant de la proposition de l'entreprise précisée dans l'Acte d'Engagement. Toute réclamation ultérieure ne sera pas fondée.

## 7 PROTECTION DES OUVRAGES

Chaque entreprise a la responsabilité de son ouvrage durant toute la période de chantier jusqu'à la réception.

Toutes dispositions qui sont à prendre quant à la protection de ses ouvrages relèvent de sa propre initiative. L'incidence de ces protections doit être intégrée dans chaque prix unitaire.

## **8      CONTROLE**

### **8.1      BUREAU DE CONTROLE**

ALPES CONTROLE  
3 Impasse des prairies  
74940 ANNECY LE VIEUX

### **8.2      COORDINATEUR SECURITE**

DEKRA  
131 Avenue de Parme  
01100 BOURG EN BRESSE

### **8.3      AUTO CONTROLE**

Les entreprises devront prendre toutes les dispositions pour assurer les obligations de contrôle interne qui leur incombent aux termes de la loi du 4 janvier 1978.

A cet effet, elles devront sous la responsabilité d'une personne désignée dans chaque entreprise, faire appel pour leurs vérifications à des essais et mesures dont elles devront fournir les résultats au bureau de contrôle.

Exemple : (suivant entreprise concernée)

- essais sur éprouvette béton,
- vérification systématique des ferraillages en place par rapport aux plans tenus à jour,
- essais de performance des menuiseries,
- etc.

### **8.4      COPREC**

Les essais dont la liste indicative a été publiée au MONITEUR DES T.P ET BATIMENTS du 17/02/1989 (supplément spécial n°82-51 bis) devront être effectués avant la réception et faire l'objet d'un procès verbal qui sera transmis au bureau de contrôle pour avis.

## **9 DIVERS**

### **9.1 DOSSIER MARCHE**

Pour la signature des marchés, l'entrepreneur devra la fourniture de 3 exemplaires des CCTP, DQE, plans et pièces administratives.

### **9.1 MARCHE DE BASE ET OPTIONS**

Le dossier marché comporte 3 options :  
Option 1 : isolation et chauffage atelier existant  
Option 2 : peinture des façades existantes  
Option 3 : rénovation de la verrière et des baies polycarbonate

### **9.2 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES, DIU**

L'entreprise doit fournir le dossier des ouvrages exécutés et DIU qui comprennent :

- les plans précisant les caractéristiques techniques de son ouvrage
- les notices de fonctionnement
- les notices d'entretien et de maintenance

Ce dossier sera fourni sous la forme :  
- pièces écrites et plans en 2 exemplaires.  
- DVD ou Clé USB avec fichier PDF et DWG

### **9.3 CONTENU DES PRIX UNITAIRES**

L'étude des prix unitaires doit intégrer :

- Les frais et charges précisés dans les différents documents du dossier,
- Tous documents complémentaires nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché de l'entreprise.  
Nota :  
Les documents contenus dans le dossier de consultation relèvent de la mission de la maîtrise d'œuvre.  
Les documents cités ci avant constituent la liste exhaustive de la prestation due au titre du contrat d'ingénierie qui lie la maîtrise d'œuvre au maître d'ouvrage.
- Le principe de calcul des quantités, lequel étant basé sur une étude à partir des cotes théoriques précisées par les plans et qui peuvent subir de légères modifications suite aux aléas de chantier.
- Tous moyens nécessaires pour permettre la réalisation des ouvrages en suivant toutes normes de sécurité et notamment,



engins de levage, échafaudages, outillage spécialisé, dispositifs de sécurité, etc.

- L'évacuation des gravats et matériaux excédentaires,
- Les plans de réservation avec indication des arases.
- L'entreprise de gros œuvre gèrera le compte prorata comportant la gestion des bennes et la propreté du chantier, ainsi la gestion de la consommation des fluides. Le règlement du compte prorata se fera sur facture émises par l'entreprise de gros œuvre. Les entreprises joindront le quitus du compte prorata à l'appui de leur décompte général définitif.

Si elle le juge nécessaire, l'entreprise pourra proposer en variante des prestations différentes si celles-ci sont adaptées aux besoins exprimés dans le cahier des charges et répondent aux valeurs techniques et qualités de rendu de la solution de base